

Filière forêt-bois

Nécessité de renforcement des capacités du personnel

Innocent M'BADOUMA
Libreville/Gabon

La contribution de la filière forêt-bois à l'économie nationale est peu suffisante. Le ministre d'État chargé de la Forêt estime que pour accroître cette contribution, il faut donner un souffle nouveau à l'un des maillons faibles de la chaîne de valeur : l'administration.

C'EST hier, à Libreville, dans l'amphithéâtre du ministère de la Forêt, que s'est achevé l'atelier de renforcement des capacités des agents des services déconcentrés du ministère de la Forêt et de l'Environnement. Concrètement, il s'est agi d'une formation en cinq modules destinés à doper les compétences théoriques des directeurs provinciaux, des chefs de cantonnements et de bri-



Photo : Franck Martial Mombou

Le ministre d'Etat Moubelet Boubeya remettant les clés des véhicules....

gades, réunis deux jours durant à l'initiative du ministre d'Etat, Pacôme Moubelet Boubeya. Lequel estime que l'augmentation de la contribution de la filière forêt-bois à la formation du Produit intérieur brut (PIB), actuellement de 4%, « n'est possible qu'avec des hommes et des femmes bien formés. » D'où « l'opportunité d'apprendre et d'échanger pour améliorer les connaissances sur les do-

maines tels que les procédures administratives, les textes législatifs du secteur, les techniques de gestion des ressources humaines, la collecte des statistiques », a dit le ministre d'Etat chargé de la Forêt à ses collaborateurs venus des neuf provinces du Gabon. Les participants à cette formation ont admis l'existence d'un réel besoin de formation : « Nos différents services déconcentrés s'at-



Photo : Franck Martial Mombou

... et des équipements de navigation pour les missions de terrain.

tendent à un renforcement effectif des capacités opérationnelles en termes d'amélioration de connaissances, une meilleure application de textes réglementaires et juridiques et le respect des procédures, une dotation en outils didactiques et équipements nécessaires à l'accomplissement de nos missions régaliennes », a déclaré René Mboukou, directeur provincial de l'Estuaire, parlant au nom

des agents. En termes d'acquisition de connaissances, les participants ont revisité les outils de planification et de suivi du processus d'aménagement forestier (module 1), la législation et la réglementation (module 2), le suivi de la conservation, de la lutte anti-braconnage et des activités industrielles (module 3), la gestion des zones sensibles et suivi environnemental (module 4),

enfin, les pratiques administratives (module 5). Comme moyens opérationnels, Pacôme Moubelet Boubeya a remis neuf véhicules tout-terrain, des outils d'orientation en forêt, de repérage et d'archivages (boussoles, GPS, appareils photos), ainsi que du matériel divers adaptés. Ce qui est recherché, à travers cet atelier, ce sont le renforcement de la politique de gestion des forêts, le suivi des plans de gestion environnementale et sociale, l'efficacité des contrôles et inspections d'installations industrielles, le meilleur encadrement des forêts communautaires, le respect de la législation, tant pour ce qui est de la réglementation sur le Kévazingo que sur l'exploitation forestière illégale, y compris la lutte contre le braconnage, et le conflit homme-faune pour lequel les réponses sont, pour le moment, peu convaincantes.

Économie numérique/Africa IT et Télécom forum

Bilie-By-Nze décline les bases du leadership gabonais

I.M'B
Libreville/Gabon

Implication du chef de l'État, pose de plus 1 600 km de câbles de fibres optiques à travers le pays, multiplication des points de connexion internet du Gabon à l'international, constitution d'un incubateur de start-up, pénétration de l'internet mobile, sont autant d'arguments donnés par le ministre d'Etat à l'Économie numérique et qui font du Gabon un pays en quête d'un leadership dans les IT.

CLASSÉ premier pays en Afrique centrale et 12 africain, par le récent rapport de l'Union internationale des télécommunications à Genève, le Gabon était invité d'honneur à la 8 édition de l'Africa IT (technologies de l'information) et télécommunication forum à Abidjan. Pour le ministre d'État, ministre de l'Économie numérique, Alain-Claude Bilie-By-Nze, ce classement et cette invitation du Gabon est « la reconnaissance, à l'international, d'un travail mené sur le terrain, en terme d'infrastructures numériques, du développement des applications, de l'implication des partenaires privés. »

Lors de la présentation qu'il a faite de l'économie numérique au Gabon, Bilie-By-Nze a affirmé que la contribution du numérique est de 5% du Produit intérieur brut (PIB). L'ob-



Photo : D.R

Alain-Claude Bilie-By-Nze (2e à droite), lors du Forum IT d'Abidjan.

jectif fixé par les plus hautes autorités est de le porter à deux chiffres (10 à 12 %), d'ici 2022. Le taux de pénétration internet, via la téléphonie mobile, est de 147 %, grâce à la possession d'un ou plusieurs téléphones portables par les usagers. Selon des statistiques de décembre 2017, l'internet mobile représente 99,13 % de la connexion. Cette adoption de l'internet mobile a contribué à booster quantité de services comme le e-banking, les transactions monétaires électroniques, accélérant ainsi l'inclusion financière de ceux qui ne pouvaient accéder aux services bancaires classiques. La participation du Gabon à la rencontre d'Abidjan sur le numérique a été aussi l'occasion de s'inspirer des meilleures pratiques sur le continent, et d'échanger sur la transition numérique pour les États africains, leurs administrations et les populations, a dit le membre du gouvernement gabonais. Lequel a estimé qu'il était,

par ailleurs, opportun de partager les faiblesses autour du numérique encore constatées au Gabon. Toutefois, si notre pays est sur une bonne pente, les défis demeurent entiers. A titre d'exemple, l'économie numérique doit être, non pas un appendice, mais un segment à part entière de l'économie nationale. De même, cette économie soulève des défis réels quant à la transition numérique, la formation des nationaux, l'accompagnement des start-up, la question des contrôles.

L'enseignement est que le Gabon doit davantage encourager le commerce en ligne, former différemment son élite, impulser des réformes sur le plan législatif et réglementaire, assurer le contrôle technologique des transactions financières, etc. Un exemple. Sur les 5000 milliards de francs de transactions financières au niveau de la Cémac - Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale-, le vo-

lume des transactions financières du Gabon représentait 900 milliards de francs, dont 500 milliards

émanent de la téléphonie mobile et du transfert d'argent. Lesquelles transactions sont peu suivies.

Conséquence: elles constituent des flux financiers qui échappent aux caisses de l'État.



République Gabonaise
Ministère Travail-Justice

COMMUNIQUE

(Portant Régularisation Administrative et Foncière)

CNSS Immo informe l'ensemble des occupants des logements et parcelles de la CNSS situés dans la province du Haut-Ogooué qu'une opération de régularisation administrative et foncière aura lieu du Lundi 23 au Lundi 30 Avril 2018.

A cet effet, il est demandé à l'ensemble des personnes concernées de bien vouloir se rapprocher des équipes CNSS Immo, munies de toutes les pièces justificatives, à la Délégation Régionale de l'Ogooué-Lolo et du Haut-Ogooué (DROLHA).

Compte tenu de l'importance de cette opération, la présence de tous est vivement souhaitée.

Fait à Libreville, le 20 Avril 2018

Le Gérant

